



Madame la Directrice Académique,

Après avoir décidé de tailler à la hache dans les budgets publics – 10 milliards de coupes cette année et 20 milliards l'an prochain – sans que vous puissiez nous expliquer les inévitables conséquences sur les postes et les moyens dans l'Éducation Nationale et dans notre département, le gouvernement a publié les textes sur le « choc des savoirs » le 17 mars.

Ce nouveau coup de force ne passe pas !

Il passe d'autant moins que ce gouvernement est isolé. Comme avec la réforme des retraites, il s'acharne à imposer ses décisions envers et contre tous.

Cependant, le ministère, dans un courrier adressé aux recteurs, indique son inquiétude : *(je cite) « La forte tension sur la ressource enseignante que nous connaissons appelle un travail de préparation rigoureux en vue de la rentrée 2024 afin de disposer du nombre de personnels suffisant dès le jour de la rentrée »*

Mais qui est responsable de cette « tension » annoncée sinon les gouvernements Macron ? Qui a supprimé 7900 postes dans le 2d degré lors du premier quinquennat, 2000 postes à la rentrée 2023 et encore 650 postes dans le 1er degré à la rentrée 2024 ?

Pour faire face au désastre annoncé, le ministère n'envisage aucune création de postes supplémentaires, mais il prépare :

- une campagne de détachement du corps de professeur des écoles vers le corps des professeurs certifiés ;
- le recours aux professeurs retraités ;
- et le recrutement de contractuels.

Ainsi, la mise en place du « choc des savoirs » et des groupes de niveau n'est pas seulement un tri social, c'est une désorganisation totale du fonctionnement des collèges. C'est aussi le prétexte pour détruire les statuts des enseignants et avancer vers la mise en place d'un corps unique !

Rassemblés en AG à Niort, mardi 2 avril dernier, les nombreux enseignants ont fait part de la détérioration de leurs conditions de travail que va engendrer cette réforme. Suite à cette AG, une réunion publique s'est tenue hier, elle a réuni enseignants et parents qui ont fait le constat d'une réforme désastreuse tant pour les conditions de travail des enseignants que pour les conditions d'apprentissages des élèves.

La **FNEC FP-FO** réaffirme sa revendication de retrait des mesures du « choc des savoirs » et d'abrogation du décret du 17 mars et de la note de service du 18 mars qui les mettent en œuvre.

Autre sujet d'actualité, l'acte 2 de l'inclusion scolaire qui peu à peu se met en place.

Lors du **Conseil Supérieur de l'Education** du 3 avril, le ministère a présenté un projet de décret fixant les modalités de fonctionnement en « dispositif intégré » des établissements et services médicosociaux (ESMS) qui signeraient une convention cadre au niveau départemental. Concrètement, les personnels des ESMS seraient chargés de coacher les enseignants ou de prendre en charge des élèves notifiés au sein des établissements scolaires.

**Rappelons que 23 000 élèves sont en attente d'une place dans un établissement spécialisé, et que le coût de la scolarité dans un ESMS est 5 fois plus cher qu'une scolarité ordinaire.**

Alors que le manque de personnels dans ces établissements est criant, on peut d'ores et déjà prévoir une déperdition des moyens puisque les personnels des ESMS devront se déployer sur davantage de sites à moyens constants.

Pour la **FNEC FP-FO**, ce décret n'a rien à voir avec la mise en œuvre d'une politique d'inclusion qui répondrait aux besoins spécifiques de chaque élève en situation de handicap.

La **FNEC FP-FO** exige le retrait de ce texte et réaffirme ses revendications :

- Défense de l'enseignement spécialisé et adapté, maintien et création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux car la pédagogie ne peut se substituer aux soins.
- Retrait de l'acte 2 de l'Ecole inclusive
- Création d'un statut de fonctionnaire et octroi d'un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et augmentation des moyens humains à hauteur des besoins.

Rappelons que lors de ce CSE, ce texte a été majoritairement rejeté puisque FO, FSU, CGT et la FCPE ont voté contre.

Revenons aussi sur la **carte scolaire 2024** que vous avez organisée, Mme la Directrice Académique, puisque rarement notre département n'a été touché à ce point par des décisions de coupes budgétaires. Le 14 mars 2024 a montré toute notre détermination, celle des parents d'élèves et celle des élus de faire barrage à cette politique.

26 suppressions de postes qui engendrent 36 fermetures de classes dont une fermeture d'école. De nombreux collègues sur le carreau, 40 postes bloqués pour les futurs PES, un mouvement sclérosé qui ne leur offrira pas de perspectives d'affectations choisies, comment tous ces collègues vont-ils trouver leur place ?

Ajoutons que cette politique a d'autres conséquences, notamment sur l'obtention des temps partiels. Quand les collègues demandent un temps partiel, ils le font au détriment de leur salaire mais ils le font surtout au profit d'un équilibre personnel indispensable. Combien de temps partiels ont été

demandés cette année dans notre département ?

De plus, nous voulions vous informer que les rendez-vous organisés par vos services ont été ressentis comme d'insupportables intrusions dans la vie privée des personnels. Le secteur privé fait bien moins barrage à ces demandes que l'Éducation Nationale. Nous vous demandons d'accéder à toutes les demandes qui vont ont été faites. Les refuser serait mettre tous ces collègues en grande difficulté.

A l'heure où les personnels et les parents d'élèves se mobilisent en défense de l'École publique, la publication le 2 avril d'un rapport parlementaire a révélé le mensonge de tous ceux qui, depuis 60 ans, veulent justifier le financement public des écoles privées (à 95% confessionnelles), sous prétexte de « contreparties. »

**FO** constate le décalage entre les milliards d'euros dont bénéficie chaque année l'école privée et le refus de la ministre de répondre aux revendications des personnels.

Pour **FO**, la solution réside dans le strict respect de la loi de 1905 et dans l'abrogation de la loi Debré et de toutes les lois anti-laïques. **FO** rappelle la revendication constante des partisans de la Laïcité et du serment de Vincennes de 1960 : « Les fonds publics doivent être réservés à la seule École publique ». Dans notre département, la carte scolaire et vos 36 fermetures de classes font place nette pour l'école catholique.